

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18992 - 74ÈME ANNÉE

Contributions des Communistes Réunionnais en faveur du respect de l'identité du peuple réunionnais

Le 10 mai et le 20 décembre sont liés

Hier 10 mai, c'était la date commémorative de la Journée nationale des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions. À cette occasion, le PCR rappelle les contributions des communistes réunionnais qui ont permis cette reconnaissance.

Au lendemain des festivités du 20 décembre 1998, le Parti Communiste Réunionnais fait déposer, sous la signature de ses 3 Députés, sur les bureaux de l'Assemblée Nationale, un projet de loi "tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage comme crimes contre l'Humanité".

Le premier paragraphe de l'exposé des motifs dispose :

"L'horreur et l'ampleur des crimes commis lors de la Seconde Guerre mondiale ont donné naissance à la notion de crime contre l'humanité, qui fut consacrée en droit à l'occasion du procès de Nuremberg. La déportation massive, la réduction en esclavage et le traitement inhumain d'hommes et de femmes à raison de leur race, de leur croyance philosophique, religieuse ou politique constituent, au sens du droit international public, un crime contre l'humanité et déclaré comme tel imprescriptible."

Le 10 mai 2001, après tout un processus parlementaire qui a duré plus de 2 années, fondant d'autres initiatives législatives, le texte définitif de la loi a été voté au Sénat. L'article 1 s'énonce ainsi :

"La République française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du XVI^e siècle, aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes constituent un crime contre l'humanité."



En janvier 2004, le Comité pour la mémoire de l'Esclavage, prévu dans la loi du 10 mai 2001, est créé. La Présidence a été confiée à Maryse Condé et un rapport fut rendu en avril de la même année.

De ce document, le Président de la République retiendra entre autres propositions, une date commémorative, le 10 mai, jour d'adoption définitive de la loi, à l'unanimité au Sénat.

Recevant le Comité, le 30 janvier 2006, il dira :

"Aucune date bien sûr ne saurait concilier tous les points de vue. Mais ce qui compte, c'est avant tout, c'est que cette journée existe. Elle ne se substituera pas aux dates qui existent déjà dans chaque Département d'outre-mer. Dès le 10 mai de cette année, des commémorations seront organisées dans les lieux de mémoire de la traite et de l'esclavage en métropole, outre-mer et, je le souhaite, sur le conti-

nent africain."

Cette année 2018, cela fait donc 20 ans que le PCR a pris l'initiative parlementaire de faire reconnaître la traite et l'esclavage comme crimes contre l'Humanité, un acte imprescriptible. Le 10 mai est donc une victoire pour le respect des droits humains, la citoyenneté au sein de la République et la dignité des Réunionnais. C'est une suite logique de la lutte qui a permis de faire du 20 décembre, une journée fériée et chômée.

Ces actions sont des contributions concrètes des Communistes Réunionnais en faveur du respect de l'identité du peuple réunionnais et de son histoire. Il appartient aux Réunionnais de faire respecter ces acquis, de les enseigner depuis l'École et de les valoriser dans le monde. C'est notre patrimoine commun.

A la veille de célébrer par 60 initiatives, les 60 ans du PCR, nous devons tirer les leçons des divisions malheureuses qui ont conduit à la destruction de la MCUR et la suppression du Tram-Train. C'est le peuple qui a perdu ces 2 équipements. Le 10 mai et le 20 décembre travaillent à l'unité de La Réunion dans une République de progrès. Les 2 dates sont liées.

La Section communiste solidaire d'une population exaspérée par la dégradation de la situation

Appel au rassemblement pour le changement au Port

Fin février, la Section communiste du Port a renouvelé sa direction. Elle a élu Firose Gador secrétaire. Accompagnée de Patricia Fimar, la responsable de la Section a tenu une conférence de presse ce 9 mai.

Il a été question du bilan de la municipalité dirigée depuis 2014 par Olivier Hoarau. Ce dernier avait fait campagne sur le thème du renouveau, affirmant que tout ce qui avait été fait par les communistes était à revoir. Aujourd'hui qu'en est-il ?

« Des proches du maire sont impliqués dans des affaires judiciaires. Le maire s'exprime sur sa volonté de faire baisser le sentiment d'insécurité au Port, or beaucoup de personnes se plaignent des pressions à la mairie », constate Firose Gador, « les Portoïses sont exaspérées ».

La Section communiste rappelle que lors d'une récente interview, le maire s'était vanté d'avoir atteint 85 % de son programme. « Se base-t-il sur l'EPHAD ? Sur la deuxième opération ANRU à la cité Ariste Bolon et SIDR haute ? Sur le prochain lycée de la mer ? Ce sont tous des projets portés par l'ancienne municipalité de Jean-Yves Langenier », précise Firose Gador, « le maire reprend tous ces projets à son compte en n'hésitant pas à rebaptiser les opérations. « Ville et Port » devient « Porte de l'océan » ».

« Le maire a-t-il plus construit que détruit depuis 2014 ? », interroge la Section.

Fin des activités péri-scolaires gratuites

« La vie associative a payé un lourd tribut, avec la disparition de beaucoup de structures », précise Firose Gador, « la vie associative était une gestion déléguée, aujourd'hui la Mairie saupoudre les subventions. C'est faire du populisme et ne pas rendre la population actrice ». Pour les communistes, « la population a besoin d'avoir une conscience, des responsabilités, d'être actrice », or ce qui est fait actuellement s'oppose à « une politique d'éducation populaire ».

Pour la rentrée, le retour à la semaine de quatre jours risque de se faire sans se préoccuper du rythme de l'enfant, s'inquiète les communistes. « Sur les temps d'activité périscolaire, va-t-on encore taper dans la poche des familles ? » Pour les communistes, il faut des activités pédagogiques encadrées par des professionnels et accessibles pour tous.

Mais « lors du dernier Conseil municipal, le maire a annoncé la fin de la gratuité des activités périscolaires. C'est une décision discriminante et inégalitaire. Quand nous sommes aux responsabilités, nous devons promouvoir l'égalité des chances dans l'éducation », ajoute Firose Gador.

Un autre sujet très commenté au Port est celui de l'extension du centre commercial Sacré Cœur et du Marché couvert. Ces deux projets avaient été initiés par l'ancienne municipalité. Ils ont obtenu la validation des autorités compétentes, en fonction des dossiers présentés.

En 2014, l'association des commerçants du Port était hostile à ce projet de Marché couvert. Son président, devenu adjoint au maire, a porté un recours avec le soutien d'Olivier Hoarau pour faire avorter le projet, mais il a été validé une seconde fois. Devenu maire, Olivier Hoarau ne fait que reprendre les projets à l'identique. D'où une déception de la part des commerçants qui avaient cru à ses promesses. Autre problème dans le centre-ville, la question de la création du nouveau commissariat de police dans l'ancienne gendarmerie n'est toujours pas réglée.

« La situation empire, nous ne pouvons pas rester sans voix. Les Portoïses n'en peuvent plus », les communistes luttent contre la tentative de passer sous silence tous ces problèmes qui concernent la population. En effet, Firose Gador déplore la tenue des Conseils municipaux, où la voix de l'opposition est maltraitée.

Sur les problèmes rencontrés par la Halle des Manifestations, la Section communiste estime que « la manière dont a été débarquée la PDG n'est pas tolérable. Dire qu'avant 2014 c'était une situation dégradée, c'est faux ».

Ce qu'a fait l'actuelle municipalité,

c'est reprendre ce que faisait l'ancienne équipe avec une qualité dégradée et des entrées gratuites pour faire du populisme, souligne la Section communiste du Port. Faute de recettes suffisantes, la Halle est donc en difficulté. C'est donc l'inquiétude pour l'avenir des salariés et de cette structure, car c'est notamment à travers elle que Le Port rayonne.

« Une grande partie de la population nous fait confiance »

Dans le domaine social, la suppression de l'allocation accession touche de nombreuses familles au Port. Sur la RHI Rivière des Galets, des familles dans l'attente, des opérations ne sortent pas. L'annonce de la Région de payer à la place de l'État peut aider les dossiers en cours, mais que faire pour ceux qui vont arriver ? Firose Gador a fait l'an dernier une proposition de motion du Conseil municipal qui n'a pas été prise en compte aussitôt par le maire. Olivier Hoarau a préféré attendre un autre Conseil pour faire passer une motion de sa propre mouture. Un temps précieux a donc été perdu, il aurait pu être utilisé pour interpeller les parlementaires et faire avancer ce dossier dans l'intérêt général.

Dans ces conditions, les communistes appellent au changement à la tête de la municipalité. « Nous proposons une alternative, nombreux sont ceux qui voulaient le changement sont déçus, nous les appelons à se rassembler ». « Une grande partie de la population nous fait confiance. En 2014, elle a été trompée par ceux qui se présentaient se prétendaient communistes », poursuit Firose Gador. Pour les prochaines municipales, les communistes participeront à une liste de rassemblement pour mettre fin au déclin du Port.

M.M.

Edito

Plus de visas pour les Comoriens : le gouvernement français plombe encore La Réunion

Depuis 1995, le gouvernement français empêche la libre circulation des êtres humains dans l'archipel des Comores. Les personnes vivant à Mohéli, Anjouan ou la Grande-Comores voulant se rendre à Mayotte doivent avoir un visa. Sans ce document délivré par l'ambassade de France à Moroni, il n'est pas possible pour les voisins des Mahorais de passer la frontière que la France a dressé autour de Mayotte depuis 1975.

Ce visa est très difficile à obtenir. Il faut avoir de l'argent pour réaliser les documents demandés, et être capable de répondre à des critères très précis. Ceux qui tentent d'avoir un visa voient en plus leur demande refusée dans neuf cas sur dix. Pas étonnant que de nombreuses personnes ne fassent même pas cette démarche et cherchent à venir à Mayotte dans la clandestinité.

C'est en raison de ce visa que le bras de mer entre Anjouan et Mayotte est devenu un des plus grands cimetières marins du monde. Des milliers de personnes s'y sont noyées en cherchant à le franchir clandestinement.

Or, pour tous les pays de notre région, ce visa n'a pas lieu d'être. En effet, mis à part la France et ses alliés du bloc occidental, tous les autres pays du monde ont reconnu le résultat du référendum organisé par l'ancienne puissance coloniale en 1974. Les citoyens du TOM des Comores s'étaient largement prononcés pour l'indépendance. Mais le gouvernement français de l'époque n'en a pas tenu compte alors qu'il avait pourtant organisé la consultation. Et il décida de maintenir l'île de Mayotte sous son administration.

Mayotte est actuellement touchée par une très grave crise sociale. C'est la seule île de l'archipel dont les habitants craignent pour leur sécurité. C'est le résultat de l'intégration à la France. Les autorités mettent l'accent sur l'expulsion de personnes originaires des autres îles de l'ancien TOM des Comores

qui sont arrivées sans visa à Mayotte. Mais le gouvernement comorien a décidé de ne plus accepter d'accueillir ces réfugiés. Il estime que les citoyens de l'Union des Comores sont chez eux à Mayotte, car selon le droit international, Mayotte est intégrée à l'Union des Comores.

Face à cette résistance, le gouvernement français a pris une décision d'une rare violence : plus aucun visa n'est délivré aux citoyens comoriens, que cela soit pour aller à Mayotte, à La Réunion ou en France. Or, nombreux sont les Comoriens à avoir de la famille dans ces différents lieux. D'ailleurs, Marseille est considérée comme une des plus grandes villes comoriennes, eu égard aux nombreux originaires de l'archipel qui ont choisi d'y vivre. Paris a décidé de prendre une décision qui ne règlera pas le problème créé par un gouvernement français et que ses successeurs ont choisi d'aggraver. C'est aussi une décision qui montre qu'il est bien difficile pour l'ancienne puissance coloniale de se libérer des séquelles de cette époque révolue. En effet, qu'est-ce qui peut se passer dans la tête d'un responsable français pour qu'il puisse prendre une décision qui met les dirigeants de son pays au niveau d'un Trump qui veut construire un mur entre les États-Unis et le Mexique ?

Une fois de plus, des dirigeants français veulent faire pression sur la politique d'un État souverain qui était auparavant une colonie française. Ceci n'a pas des conséquences uniquement pour la France mais aussi pour La Réunion, car notre île est un département français. Paris a décidé de fermer La Réunion à tous les Comoriens. Dans notre région, c'est notre île qui apparaît comme le pays le plus isolé de son environnement, parce que ses habitants n'ont pas la responsabilité de pouvoir agir en fonction de ce qui est bon ou pas selon eux.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

! Kanaky !

C'était l'époque, pas si lointaine, où les perroquets étaient des patères, l'Afrique pleine de « joyeux lascars » qui :

« Pour être élégants

Aux pieds mettaient des gants »...

Poétique que scandait la Marche officielle de l'Exposition coloniale de 1931, chantée par Alibert, diffusée par le Poste. Le racisme souriant ouvrait le bal, le pire sans doute, celui par lequel la France se vantait d'être protectrice et galante.

On échangeait des crocodiles du Nil contre des Kanaks d'Océanie : leurs seules places n'étaient-elles pas au musée ou au zoo ?... L'idée de colonisation se nourrissait de l'idée de barbares, la notion de barbares comblait le trou déficitaire de celle de civilisation. En envahissant le monde, on croyait se rendre plus grand - c'était tout le contraire qui arrivait : on devenait aveugle, froid, on ouvrait grand les portes des années noires du fascisme.

Une pancarte, fichée au beau milieu de la pelouse, devant l'enclos, appelait l'attention : « HOMMES ANTHROPOPHAGES DE NOUVELLE-CALÉDONIE ».

Obligés de danser nus, la taille, les reins couverts d'un simple manou, ils n'avaient pas le droit de parler entre eux, seulement de grogner comme des bêtes, pour provoquer les rires des gens, derrière les grilles... On les avait séparés ainsi qu'une portée de chiots, sans qu'aucun ne sache où était le frère, la sœur. On les qualifiait d'anthropophages, de polygames, on insultait les noms légués par les ancêtres - c'était tous de fervents catholiques...

Les vrais Cannibales, c'était eux, les Officiels, les gouvernants de la Troisième République, et cette foule aveugle, inculte, qui foulait l'âme des ancêtres kanaks, qui volait leur être - une âme qui se trouvait en conserves au musée d'ethnographie du Trocadéro attendant un public nombreux et fidèle, qui affichait plein. Ces nouveaux temples du savoir formaient l'Église nouvelle.

À Paris, plus rien ne subsistait des engagements qu'avait pris l'adjoint du gouverneur à Nouméa.

Le village kanak avait été reconstitué au milieu du zoo de

Vincennes, entre la fosse aux lions et le marigot des crocodiles. Les toitures fuyaient, il y faisait froid. Pas une minute de tranquillité, même le repas faisait partie du spectacle, rappelle Daeninckx. Quand les heures sonnaient au clocher de Notre-Dame-de-Saint-Mandé, dix d'entre eux étaient obligés, à tour de rôle, de grimper à des mâts, de courir, de ramper, de lancer des sagaies, des flèches, et des javelots.

Il y avait tout de même quelques anarchistes qui se dressaient sur des poubelles, celles de l'Histoire, et qui hurlaient à pleins poumons à la foule, avant que d'en être expulsés par des gendarmes, et arrêtés :

« Il n'est pas de semaine où l'on ne tue aux Colonies : cette foire, ce Luna-Park exotique, a été organisée pour l'étouffer l'écho des fusillades lointaines... Ici on rit, on

s'amuse, on chante 'La Cabane bambou', pendant qu'au Maroc, au Liban, en Afrique centrale, on assassine en bleu, en blanc et en rouge. Les Lyautey, les Dumesnil, les Doumer qui tiennent le haut du pavé aujourd'hui dans cette France du Moulin-Rouge, n'en sont plus à un carnaval de squelettes près... Travailleurs parisiens ! Solidarité avec le genre humain ! Ne visitez pas l'Exposition colonialiste ! Refusez d'être les complices des fusillards ! »

Le romancier raconte le marronnage de ces bêtes de foire, Gocéné et Badimoïn, qui, séparés de leur compagne, perdus dans la forêt de la ville et de ses codes vont se réfugier dans un cimetière : les vivants demandant asile aux morts pour se protéger d'autres vivants... Pour les Kanaks, la terre appartient aux morts dans laquelle ils sont enterrés : tu ne marches sur leurs ossements qu'avec leur accord, sinon tu ne vas pas loin. Superposition du temps que nous oublions dans une consommation dont on s'enivre, double temporalité que nous avons perdue...

Le 5 mai 2018, Macron a débarqué en Kanaky. Un militaire français a coincé de son godillot la palme d'un danseur kanak qui balayait symboliquement le sol au son d'un tambour intérieur.

« L'Europe a construit sa domination en écrivant l'histoire des autres », indiquait Jack Goody dans son essai 'Le Vol de l'Histoire'. L'Europe a non seulement conquis l'espace, grâce à la poudre qu'elle a volée à la Chine pour l'employer à des fins d'expansion, et aux inventions technologiques en matière de construction navale, mais elle a voulu aussi s'approprier le temps : en voulant faire de son présent le présent universel, elle a tenu à glorifier son propre passé.

Dans leurs expansions, les Colonisateurs ne se sont pas contentés de vaincre militairement, ils ont décidé de fabriquer le passé des populations indigènes, ils ont construit leur domination en écrivant l'histoire des autres, dans un processus d'homogénéisation de l'espace et du temps.

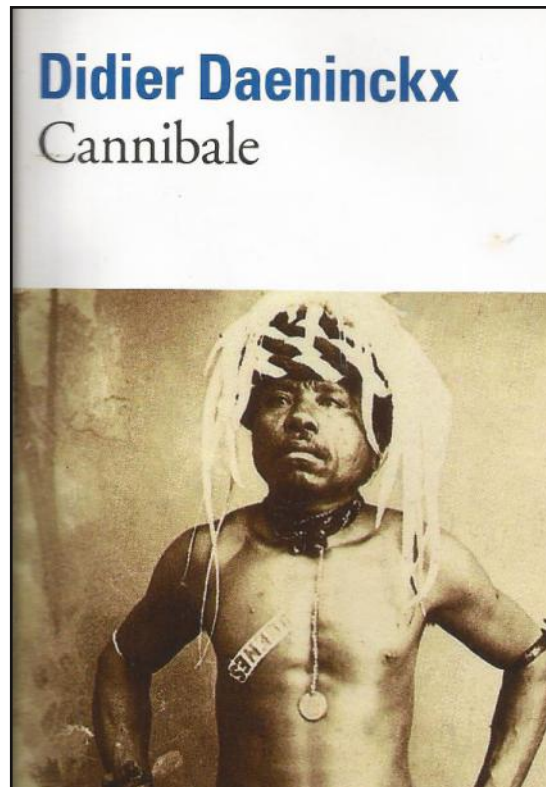
L'État français, qui a imposé son propre roman historique dont aujourd'hui un président se grise, empêche les gens d'avoir accès à leur propre histoire : il se prépare un référendum à la mahoraise, le roman se répète-il qu'il se répèterait-il pour qui ?

Mettant en balance le sacrifice

du colonel Beltrame et les 50 euros d'APL, en évoquant un 'absolu de l'Histoire' (sic !), Macron, qui jadis en appelait à ne pas faire d'amalgame, ne disait pas autre chose que ce dont il rêve, à savoir que les moins fortunés ont pour obligation de se sacrifier à une France dont les valeurs sont celles de l'argent et des seuls privilégiés.

Il est temps que la Kanaky se souviennne, se réinvente, et pour cela qu'elle marronne.

Jean-Baptiste Kiya



Cannibale de Didier Daeninckx, en Folio.

Billet philosophique

L'actualité de la pensée de Karl Marx

Pendant plusieurs semaines à venir, cette chronique hebdomadaire philosophique de "Témoignages" sera consacrée à l'actualité de la pensée de Karl Marx vue par des penseurs réunionnais. Concrètement, chaque vendredi sera publié un extrait du texte intégral que nous ont transmis les 3 conférenciers du 4 février dernier à Sainte-Suzanne sur leurs interventions au sujet de "l'œuvre de Karl Marx" pour célébrer à La Réunion le 200^e anniversaire de sa naissance.

Nous pourrons ainsi lire successivement la présentation de sa pensée politique par Élie Hoarau, président du Parti Communiste Réunionnais ; puis sa philosophie, par Brigitte Croisier, professeure agrégée de philosophie ; et enfin l'apport de Marx à l'économie, par Ho Hai Quang, maître de conférences d'économie à l'Université. Nous remercions beaucoup ces experts pour leurs contributions à nous faire connaître à quel point ce « philosophe et homme politique a marqué par sa pensée, par ses écrits, par son action l'évolution du monde entier ». Et cela nous encourage à en tirer des enseignements aujourd'hui pour l'avenir du peuple réunionnais et de l'humanité...

Roger Orlu

1 – Élie Hoarau : Être communiste réunionnais zordi

À la question de savoir pourquoi nous sommes communistes réunionnais aujourd'hui, voici nos éléments de réponse :

Nous sommes communistes parce que :

- nous refusons les injustices ;
- nous refusons les inégalités (à La Réunion et dans le monde) : il est inacceptable qu'une dizaine de personnes possède plus de richesses que 3 milliards d'humains ;
- nous refusons les guerres ;
- nous refusons la misère. Il est inacceptable que tous les 7 secondes un enfant meurt de faim dans le monde alors que Jean Ziegler, ancien dirigeant de la FAO, affirme que la Terre peut nourrir 12 milliards d'êtres humains alors qu'elle n'en compte aujourd'hui que 8,5 milliards ;
- nous refusons le mode de développement actuel, qui porte atteinte à la planète, ce qui menace la vie sur la Terre ;
- nous refusons qu'une poignée d'individus décide pour les peuples.

En un mot, nous sommes communistes par ce que nous refusons cette situation inacceptable, aujourd'hui plus que jamais.

Le responsable principal de cette situation



Le président du P.C.R., Élie Hoarau, devant un portrait de Karl Marx, porté par Jean Saint-Marc.

Certes, nous ne sommes pas les seuls à refuser cette situation, mais le communiste cherche aussi le ou les responsables de cette situation, qui n'est pas une fatalité.

À la question de savoir qui exploite les richesses de la terre, les travailleurs et les peuples pour faire toujours plus de profit et qui provoque les guerres semant la mort, Karl Marx apporte une réponse claire à ces questions.

Pour lui, le responsable principal de cette situation c'est le système capitaliste, pour qui la recherche du profit est le but principal, quelles que puissent être les conséquences sur le plan humain et écologique.

(à suivre)

In kozman pou la rout

« Bèf i koné son shomin »

Sa in kozman i romont dann tan l'avé sharète an kantité in pé partou dsi la rout é na poin si lontan k'sa. Rode la paye ? Té i rode an sharète. Rode de lo ? Parèye mèm. Amenn kann balans ? Dann sharète. A propo d'kann : si lo shartyé té i fé antansyon kan li té isava sharète plin ziska balans, pou romonté li té i rant dann sharète é téi tard pa li téi ral son karang. Bèf i koné shomin ! Sorman li té i lèw kan dé sharète téi kroiz inn a l'ot pangar l'aksidan. Sa sans prop mé si l'poinn vize d'lo sans figiré ? Sanm pou moin, sa té i vé dir sinplomman si kékshoz i marsh bien tousèl, la pa bézoin maye dodan. Si ni kalkil bien néna in bonpé z'afèr i pé marsh san nou, pou kosa ni partiré mète nout grinnsèl inital dodan. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Oté

Kari sé kari ! Rougaye sé rougaye ! Sivé sé sivé !... Na poin pou tortiyé

Nout kuizine rényoné té i viv an pé. Biensir, nou lété isi shé nou, é nou téi sava pa arvaz lé z'ot landroi zot i lé. Nou l'avé mète plizyèr syèk pou aprann kui nout manzé konm k'i fo. L'avé poin in gran kantité pla é par nout métisaz dizon nout kréolizasyon nou l'avé fine invant nout kuzine rényonèz. Sa té i transmète zénérasyon, an zénérasyon, é mèm si lété sinp, li té i anbaras pa li avèk gran nom. Li téi anbaras pa li avèk bann z'invantaz initil.

Ala k'i paré in gran shèf kuizine i sort La Frans épi li vien La Rényon-mi di pa son nom, pars listoir la pa bézoin rokonète ali. Konm koi ? Konm rovizitèr nout rogaye sosis. Pou bien rovizite sa, ala ké li la mète l'aye ! Ala ké li la mète safran-kirkiman i di sa zordi !- épi d'ot shoz mi arvien pli. Konm lo boug sé in gran shèf i tard pa li va mark sa dsi son kart sa in pla li la invanté é nou la-dan talèr va fé pèye anou pou an avoir lo droi fé in rougaye sosis pou vann kisoï dann nout réstoran, kisoï dann nout kamion bar, kisoï ankor dann nout gargote konm in pé té i di lontan. Lé riskab fé pèye anou in droi d'otèr é bann l'inspèlktèr manzé lé riskab vni dékouv nout marmite kan ni fé piknik pou oir si ladan la poin in rogaye sosis o noir.

Demoun la komans kozé. Radio, télé vizyon, zournal la mélé. In pé la donn ali rézon pars sanm pou zot sé in manyèr pou mète La Rényon anlèr, d'ot la karéman anvoye ali rode in kamarad pou li. Dann in l'émissyon Zaki Revel moin la antann in moun - dizon in voi d'sazèss !-après di dann téléfone i fo respèk la baz : in kari sé in kari, in rogaye sé in rogaye , in sivé sé in sivé ! Pou moin konmsa lé bon, mé si ni vé k'lé pli sir i fo ni fé in mark dépozé. La pa in plézantri mé in kékshoz pou rovandiké !

Sa i anpèsh pa in moun si li vé, kui manzé konm li san l'afèr mé alon pa obliyé nout manzé té la avan nou é tout demoun téi sort in pé partou dsi la tèr kisoï zéropéin i sort l'Érop, malgash i sort Madégaskar, komor i sort Komor, z'indien i sort l'Inn, shinoï i sort La Chine, z'afrikin i sort l'Afrik, é d'ot é d'ot é d'ot ankor la donn la min pou invant nout manzé rényoné. Li lé pa plis, li lé pa moins mé respèkt ali, respèkt anou. Respèk nout kiltir ! Respèk nout kinilé.

Kari sé kari ! Rogaye sé rogaye ! Sivé sé sivé !

Nb-Pou lo rès sak i vé vizité, épi rovizité, néna in zour pou sa ni doi pa obliyé sé lo dé novanm-in pé i pans é lo promyé - zour-la i fo pa manké konm i fo pa manké lo 31 oktob dann simiyr Sin-Lui rann in vizite, lèss in pansé, nout bann zansète mor san sépiltir.

Justin